(N° 293)

Chambre des Représentants.

Séance du 25 Mai 1921.

Proposition de loi

abrogeant la loi du 22 octobre 1919.

DÉVELOPPEMENTS

Messieurs,

Les dispositions introduisant dans notre législation électorale le principe de la représentation proportionnelle intégrale, en d'autres termes « de l'apparentement » des candidats présentés par les partis politiques dans les divers arrondissements d'une même province ont été votées sans aucun enthousiasme par la majorité des membres du Parlement.

Les résultats donnés le 16 novembre 1919 par la première application de la loi du 22 octobre 1919 n'ont pas apporté à la réforme la stabilité qu'assure à toute innovation une adhésion formelle et étendue de l'opinion publique. Aussi, est-ce sans étonnement que les auteurs de la proposition qui vous est soumise ont constaté qu'au cours de la discussion de la loi électorale communale, un Sénateur, M. Ligy, rapporteur du projet de loi, a pu, sans être contredit, critiquer l' « apparentement » et annoncer son intention d'en provoquer la suppression.

En proposer la suppression à leur tour, tel est le but que poursuivent les soussignés.

Un des principaux arguments invoqués en faveur de l'application intégrale du principe de la représentation proportionnelle était que, par cette application, le nombre des voix inutilisées lors d'une élection serait réduit dans de considérables proportions. Or, les faits paraissent contredire cette thèse. Des chiffres reproduits dans la brochure qui nous fut distribuée par le Gouvernement et qui contient le résultat de toutes les élections auxquelles il fut procédé le 16 novembre 1919, il résulte que sur les 1,788,143 votes émis sur le nom des candidats pour la Chambre des Représentants, 162,087 votes demeurèrent inutilisés.

Il n'est pas contestable que la présentation de candidats isolés, se soustrayant à la direction des grands partis qui se sont partagés et qui se partageront toujours l'opinion publique n'est pas étrangère à ce résultat.

Mais, cette présentation souligne précisément la valeur d'un autre argument formulé contre la proposition de loi dont M. Van de Walle était l'auteur. On a soutenu qu'elle aurait favorisé la présentation de candidatures isolées et de listes dissidentes. Il en a été ainsi et il n'est pas imprudent d'affirmer que, si la loi du 23 octobre 1919 n'était pas abrogée, un assez grand nombre de sièges seraient occupés au Parlement par des élus qui n'ont obtenu dans aucun arrondissement déterminé le nombre de voix requis pour être nommés et qui devraient leur succès à l'addition, toute fortuite, de voix d'électeurs non guidés au moment de l'élection par des convictions anciennes, par les données d'un programme politique ou social précis et connu.

Les données de la brochure à laquelle il a été fait allusion ci-dessus fournissent encore un argument contre le système de représentation proportionnelle intégrale développé par M. Van de Walle.

Il fut allégué en 1919 que, par suite de la multiplicité des calculs qui seraient requis pour régler l'attribution des sièges, la complication des opérations électorales deviendrait excessive. Or, tel est bien le cas. Il n'est presque pas un procès-verbal d'élection qui ne renferme une erreur ou une omission. Assurément ces erreurs ou ces omissions n'ont pas amené une correction des résultats proclamés par les présidents des bureaux provinciaux. Mais, il ne suffit pas que ces résultats soient exacts. Aux yeux de l'électeur ils doivent lumineusement apparaître comme devant l'être nécessairement et, dès lors, est profondément atteinte l'autorité d'un mandataire dont la désignation peut soulever des doutes nombreux, que ceux-ci soient ou non fondés.

Les auteurs de la proposition qui vous est soumise se permettent d'attirer l'attention de la Chambre sur un dernier ordre de considérations.

Il est entendu que le député représente la Nation entière et pas seulement l'arrondissement dont les électeurs l'honorent de leurs suffrages. Mais, d'autre part, l'élu puise précisément l'autorité dont il dispose dans la confiance personnelle que lui témoigne l'électeur. Or, peut-on affirmer qu'il en est ainsi quand l'élu ne doit son siège qu'à un appoint de suffrages qui lui est donné par des électeurs d'autres arrondissements auxquels il est demeuré totalement étranger jusqu'à la veille même du scrutin? Surtout, quand, dans un arrondissement, un parti politique s'est vu attribuer un siège, alors que dans cette circonscription le nombre de ses adhérents ne permettait plus de disposer d'un suffrage en faveur de cet élu dont la désignation n'est plus que le résultat de votes émis en faveur de son parti dans les autres arrondissements de la province. Tel est le fait qui s'est produit le 16 novembre 1919.

Le nombre des sièges attribués au cours de la deuxième répartition aux partis qui ont affronté la lutte est considérable : 64 sur 186.

Dans des arrondissements la majorité des élus appartiennent, en outre, à la minorité du corps électoral.

Ce résultat ne peut que finir par rendre l'électeur indifférent aux opérations électorales elles-mêmes.

Faut-il ajouter encore que le fait de l'apparentement étant la conséquence d'arrangements qui sont faits par les candidats et par les parrains qui les présentent aggrave ce danger d'autant plus à redouter que l'apparentement a davantage vinculé la liberté de l'électeur de chaque arrondissement. En fait celui-ci n'a pas participé et ne participera jamais à la désignation de candidats présentés par d'autres arrondissements. L'élection n'est plus influencée, pour une grande part, par le souci de sa sauvegarde d'intérêts ou par la confiance qu'inspire la connaissance personnelle du candidat. Ce résultat est à redouter.

Pour ces motifs, les soussignés ont l'honneur de vous proposer l'abrogation de la loi du 22 octobre 1919 et d'en revenir purement et simplement à l'application de la loi du 29 décembre 1899.

LIONEL PUSSEMIER.

ANNEXE AU N° 293. | BIJLAGE VAN N° 293.

PROPOSITION DE LOI

abrogeant la loi du 22 octobre 1919.

ARTICLE UNIQUE.

Les modifications apportées par la loi du 22 octobre 1919 aux dispositions de la loi du 29 décembre 1899 sont abrogées.

WETSVOORSTEL

tot intrekking der wet van 22 October 1919.

EENIG ARTIKEL.

De wijzigingen, door de wet van 22 October 1919 gebracht in de bepalingen der wet van 29 December 1899, worden ingetrokken.

Lionel POSSEMIER,
Xavier DE BUE,
Jules PONCELET,
François VAN BELLE,
J. PÉRIQUET,
Eugène BERLOZ.

(Nr 293.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Vergadering van 25 Mei 1921.

WETSVOORSTEL

tot intrekking der wet van 22 October 1919.

TOELICHTING.

Mijne Heeren,

De bepalingen, waarbij het beginsel der volledige evenredige vertegenwoordiging in onze kieswetten werd opgenomen, met andere woorden « de groepeering van de lijsten » der candidaten, in de verscheidene arrondissementen van eene en dezelfde provincie voorgedragen door de politieke partijen, werden door de meerderheid der Parlementsleden zonder geestdrift aangenomen.

De uitslagen, op 16 November 1919 bekomen door de eerste toepassing der wet van 22 October 1919, hebben de hervorming niet gevestigd zooals dit het geval is met elke nieuwigheid, die door de openbare meening uitdrukkelijk en algemeen aangenomen wordt. Ook is het zonder eenige verwondering dat de onderteekenaars van het onderhavige voorstel hebben vastgesteld dat, bij de behandeling der kieswet voor de gemeente, een senator, de heer Ligy, verslaggever van het wetsontwerp, zich tegen de «lijstengroepeering» kon verklaren, zonder eenige tegenspraak, en kennisgeven van zijn voornemen, de afschaffing daarvan uit te lokken.

Het doel van de ondergeteekenden is dan ook, de afschaffing daarvan op hunne beurt voor te stellen.

Een van de voornaamste beweegredenen, aangevoerd ten voordeele van de volledige toepassing der evenredige vertegenwoordiging, was dat, door deze toepassing, het getal niet benuttigde stemmen bij eene verkiezing in aanzienlijke mate zou verminderen. Welnu, de feiten schijnen deze stelling tegen te spreken. Uit de cijfers, vermeld in het schrift dat ons door de Regeering toegezonden werd en waarin de uitkomsten van al de verkiezingen op 16 November 1919 voorkomen, blijkt dat van de 1,788,143 uitgebrachte stemmen op den naam der candidaten voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers, 162,087 stemmen niet benuttigd werden.

Het is onbetwistbaar dat het voordragen van alleenstaande candidaten, die zich aan de leiding onttrekken van de groote partijen waarover de openbare meening verdeeld is en zal verdeeld blijven, tot dezen uitslag heeft bijgedragen.

Doch, uit deze candidaatstelling blijkt juist dé waarde van een ander argument, tegen het wetsvoorstel Van de Walle aangevoerd. Er werd staande gehouden dat dit voorstel het voordragen van alleenstaande candidaten en van afgescheiden lijsten zou begunstigd hebben. Feitelijk is het zóó geweest en men mag gerust beweren dat, indien de wet van 23 October 1919 niet was ingetrokken, in het Parlement gekozenen zouden zitting hebben, die in geen enkel bepaald arrondissement het vereischte getal stemmen bekwamen en die hun zetel verschuldigd zouden zijn aan de gansch toevallige samentelling van stemmen uitgebracht door kiezers, welke bij de stemming niet geleid werden door vaste overtuiging, noch door een bepaald en gekend politiek of sociaal programma.

De gegevens voorkomende in het schrift, waarvan hooger melding werd gemaakt, leveren nog een bewijs tegen het stelsel van volledige evenredige vertegenwoordiging, uitgaande van den heer Van de Walle.

In 1919 werd beweerd dat, ten gevolge van de veelvuldige berekeningen vereischt om het toekennen van de zetels te regelen, de kiesverrichtingen overdreven ingewikkeld zouden worden. Nu, dat is wel het geval. Schier geen enkel proces-verbaal der verkiezing is vrij van vergissing of dwaling. Het is waar, deze vergissingen of dwalingen hebben geen verandering gebracht in de uitkomsten, welke door de voorzitters der provinciale bureelen werden afgekondigd. Het is echter niet voldoende dat deze uitkomsten juist zijn. In de oogen van den kiezer moeten zij klaar voorkomen als zijnde noodzakelijkerwijs juist, en dienvolgens wordt een mandataris diep getroffen in zijn gezag, wanneer op zijne verkiezing menige, al of niet gegronde twijfel rust.

De onderteekenaars van het u voorgelegd voorstel vestigen de aandacht der Kamer op enkele laatste beschouwingen.

Het is verstaan dat de volksvertegenwoordiger gansch de Natie vertegenwoordigt, en niet enkel het arrondissement, waarvan de kiezers hem hebben verkozen. Anderdeels echter ontleent de gekozene juist het gezag, waarover hij beschikt, aan het persoonlijk vertrouwen van den kiezer. Nu, mag men beweren dat het alzoo gelegen is, wanneer de gekozene zijn zetel slechts te danken heeft aan bijkomende stemmen, die hem worden toegekend door kiezers van andere arrondissementen, waaraan hij tot daags vóór de verkiezing volkomen vreemd is gebleven? Vooral, wanneer eene politieke partij een zetel heeft veroverd in een arrondissement, waar het getal van hare aanhangers niet meer beschikte over ééne stem ten behoeve van dezen verkozene, wiens verkiezing nog slechts het gevolg is van stemmen uitgebracht op zijne partij in andere arrondissementen der provincie. Dat is gebeurd den 16ª November 1919.

Het aantal zetels, bij de tweede verdeeling toegekend aan de partijen die den kiesstrijd hadden gevoerd, is aanzienlijk : 64 op 186.

In sommige arrondissementen heeft de minderheid van het kiezerskorps bovendien het grootste getal gekozenen.

Dat moet onvermijdelijk ten gevolge hebben, dat de kiezer per slot van rekening onverschillig wordt aan de kiesverrichtingen zelf.

Moet men er nog bijvoegen dat, vermits de lijstengroepeering het werk is van schikkingen onder de candidaten en hen die deze voordragen, dit gevaar nog grooter wordt, gevaar dat des te meer te duchten is daar de groepeering de vrijheid van den kiezer in elk arrondissement sterker fnuikt? Feitelijk heeft deze geen deel en zal het nooit hebben in de aanwijzing van candidaten, die door andere arrondissementen worden voorgedragen. De verkiezing wordt, grootendeels, niet meer beïnvloed door de bekommering om belangen te dienen of door het vertrouwen dat uit de persoonlijke kennis van den candidaat ontstaat. Dit gevolg is te vreezen.

Om deze redenen hebben de ondergeteekenden de eer ú voor te stellen, de wet van 22 October 1919 in te trekken en de wet van 29 December 1899 opnieuw toe te passen, zonder eenige wijziging.

LIONEL PUSSEMIER.